



## Cahiers de la Méditerranée

79 | 2009  
Les Morisques

---

# Les morisques dans le monde méditerranéen du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle

Miguel Ángel de Bunes Ibarra

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4926>  
ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2009  
Pagination : 240-248  
ISBN : 2914561490  
ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Miguel Ángel de Bunes Ibarra, « Les morisques dans le monde méditerranéen du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 79 | 2009, mis en ligne le 16 juin 2010, consulté le 02 mai 2019.  
URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4926>

---

## Les morisques dans le monde méditerranéen du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle

*Miguel Ángel de BUNES IBARRA*

L'expulsion des morisques, qui eut lieu de 1609 à 1614, reste encore l'une des inconnues de l'histoire de l'Espagne. Bien que la bibliographie sur la question soit aujourd'hui très vaste, nous ne savons toujours pas quelles sont les raisons qui expliquent le sort adverse de cette minorité à l'aube du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Outre les questions de politique intérieure, qui concernent directement l'organisation de la Monarchie elle-même ainsi que la gouvernance du duc de Lerma, favori du roi Philippe III, le sort de cette minorité peut se comprendre par l'évolution de la politique en Méditerranée pendant les dernières années du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle et au début du <sup>xvii</sup><sup>e</sup>. Le grand problème est que cette question n'a été analysée dans la grande majorité des travaux portant sur les morisques que du point de vue du groupe par rapport au contexte de l'histoire intérieure de l'Espagne ou que dans les caractéristiques propres à une minorité marginalisée dans l'Espagne des <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles.

Les morisques, selon la vision traditionnelle des études menées à bien sur cette question, se transforment en un élément de la politique internationale après leur exil forcé d'Espagne, c'est-à-dire à partir de 1609. Jusqu'alors ils forment, selon la terminologie utilisée par Joan Reglá, la « cinquième colonne » du Turc au sein des domaines de la Monarchie hispanique. Cependant, quand un grand nombre de déportés et d'exilés s'intègrent aux sociétés maghrébines qui s'adonnent à l'exercice de la course musulmane en Méditerranée, aussi bien dans la partie d'Afrique du Nord contrôlée par les Ottomans que dans les terres en principe régies par la dynastie marocaine, leur présence en terres d'islam va conditionner bon nombre des comportements politiques de certains gouvernants de cette aire géographique.

Bien que ce fait soit indéniable, on oublie trop fréquemment que ce collectif fut aussi un facteur très important pendant les années antérieures au début du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Et c'est ce sujet que nous allons essayer d'aborder dans les pages qui suivent. Il est évident qu'aucun des événements dont nous allons parler ne peut expliquer le sort échu à cette minorité sous le règne de Philippe III, même s'ils peuvent éclairer certaines décisions prises quant à leur sort.

L'explication la plus simple pour analyser le rôle des morisques dans le cadre de la Méditerranée pendant ces décennies, c'est de rappeler la tension que l'on vit sur ces eaux, comme conséquence des processus d'expansion des deux grands

empires qui s'installent à ses extrémités. L'Empire ottoman et la Monarchie hispanique, qui, depuis les règnes de Charles Quint et Sélim I<sup>er</sup>, c'est-à-dire depuis les premières décades du xvi<sup>e</sup> siècle, luttent pour établir leur hégémonie sur cette mer.

Après presque un siècle d'affrontements, on est arrivé à un *statu quo* dans lequel les deux ennemis ont abandonné l'idée de faire d'autres conquêtes territoriales dans les zones dominées par l'adversaire, et essaient d'assurer le contrôle sur leurs respectives aires d'influence. Les Ottomans désirent contrôler leurs routes maritimes entre l'Archipel, l'Égypte, la Syrie et les Balkans ; de leur côté, tout ce que veulent les Espagnols c'est qu'on ne les empêche pas de communiquer avec le sud de l'Italie et l'Atlantique. Philippe II, après la victoire de Lépante, qui coïncide chronologiquement avec la fin de la guerre des Alpujarras, a décidé d'arrêter l'hémorragie monétaire et humaine que suppose le maintien d'une politique navale très agressive dans l'espace méditerranéen. La conquête de Tunis, après avoir vaincu les Ottomans près du golfe grec d'Arta, marque la fin de la guerre directe entre les deux puissances, puisque aussi bien l'une que l'autre décident de démanteler leurs grandes et coûteuses armadas pour centrer l'action de leurs armées dans d'autres aires géographiques. Les deux princes préfèrent même arriver entre eux à une trêve, qui devra rester secrète sur bien des clauses pour que ni l'un ni l'autre ne perdent la face ni sa réputation de leader parmi ses coreligionnaires, plutôt que de poursuivre une guerre perpétuelle qui ne débouche que sur une toujours plus grande ruine économique.

Il ne faut pas non plus oublier que la bataille de Lépante est, en fin de compte, une conséquence du problème morisque. Sélim II décide d'attaquer l'île de Chypre quand il apprend la nouvelle du soulèvement des morisques dans les montagnes de Grenade, puisqu'il pense que cet événement va empêcher que les soldats de Philippe II puissent intervenir en Méditerranée et voler au secours des Vénitiens assiégés, tout comme ils l'avaient fait pour les Maltais en 1565.

Dans ce cas, le morisque n'est pas une cinquième colonne, celui qui situé au cœur du territoire ennemi déstabilise l'adversaire, mais il est un élément utilisé par la Sublime Porte pour réaliser une entreprise de peu de portée et d'une valeur plus que douteuse. Bien que, depuis 1517, lors du sultanat de Sélim I<sup>er</sup>, les gouvernants d'Istanbul soient « califes », lors de la prise de l'île chrétienne de Chypre, Sélim II est en train de se comporter comme un souverain exclusivement préoccupé par le fait d'enchérir sur les victoires de son père et de son grand-père, plutôt que de mener une politique qui s'imbrique dans la défense de son crédo religieux.

Les morisques soulevés dans les Alpujarras furent aidés de quelques armes et des conseillers militaires qui venaient d'Alger, le beylicat (principauté de frontière) de la Sublime Porte le plus proche des côtes espagnoles, mais ils furent abandonnés à leur sort par les soldats du sultan quand ils ne purent pas compter sur l'appui décisif de la flotte turque qui essayait d'expulser les Vénitiens de Chypre. Même ainsi, comme l'a démontré A. G. Hess, ils ont continué de penser que le régent du palais de Topkapi était la seule autorité qui pouvait les aider dans leur lutte inégale avec les chrétiens. Les Ottomans ont été, après la bataille navale, le facteur psychologique qui a alimenté les nombreuses communautés de

nouveaux-chrétiens dans leur lutte quotidienne pour maintenir leurs croyances et leurs modes de vie. Le lointain calife était supposé veiller sur eux et les aider à survivre dans un monde chrétien qui les rejetait.

Malheureusement pour eux, les morisques n'étaient que des acteurs de plus, mais des acteurs secondaires, utilisés dans la guerre qu'entretenaient les deux empires. Leur proximité avec les côtes méditerranéennes où agissaient les corsaires qui menaient le djihad (*gaza*) sous l'autorité ottomane et l'acceptation par les musulmans que le sultan était le calife et l'émir des croyants finiront par leur poser d'énormes problèmes dans la politique intérieure de la Monarchie. Le fait que ces crypto-musulmans fussent considérés comme la cinquième colonne du plus grand ennemi du roi d'Espagne les rendait complètement suspects aux yeux des autorités et, plus dangereux encore pour eux, aux yeux de la population civile. De nombreux morisques, qui arriveront à s'échapper de la Péninsule pour se libérer du joug des chrétiens et de leur politique d'assimilation menée tant par les autorités civiles qu'ecclesiastiques tout au long du xvi<sup>e</sup> siècle, passeront en Afrique du Nord dans les villes sous contrôle ottoman, et plus spécifiquement à Tunis et à Alger, bien avant les décrets d'expulsion de 1609. Ces « andalous » s'enrôlent comme corsaires sur les frégates des raïs, capitaines de la mer qui forment un vrai parti politique dans les Régences (« *la taifa de los reis* »), ou encore comme fusiliers et arquebusiers dans les armées terrestres qui opposent Espagnols et Ottomans dans les affrontements sur terre en Afrique du Nord, raison pour laquelle le sentiment que les chrétiens cohabitent avec une population de traîtres hautement dangereux ne fait qu'augmenter. Les attaques menées contre les villages et les populations des côtes andalouses et levantines, dont le but était de piller, saccager et surtout de capturer des chrétiens, objectif principal de la course, et l'aide apportée au transport de communautés morisques vers l'Afrique du Nord pour qu'ils s'intègrent en tant que musulmans en terres d'islam, font qu'ils sont suspectés d'être en train de miner les bases mêmes de la sécurité de la Monarchie. Tous ces problèmes seront, bien entendu, rappelés par ceux qui devront justifier l'expulsion des morisques de 1609. Dans la plus grande part de la documentation des premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, l'on répète sans cesse que les morisques sont en train de préparer des soulèvements, d'aider les corsaires dans leurs débarquements, d'espionner et d'informer sur les mouvements des forces militaires ou sur les routes qu'empruntent les armadas espagnoles et italiennes. En réalité, leur inclusion dans la dynamique de tension armée en Méditerranée les convertit en traîtres et, comme tels, ils peuvent être extirpés des territoires de la Monarchie, dans la mesure où ils représentent un danger pour la sécurité intérieure et extérieure de l'Espagne.

Si nous analysons de plus près la politique de la Sublime Porte en ce qui concerne les morisques, l'on se rend compte parfaitement que les morisques deviennent des victimes de plus de la politique méditerranéenne, comme le sont aussi d'autres groupes comme les captifs et les renégats, dont le sort et la vie sont rattachés à la paix et à la guerre. En Espagne, les morisques sont considérés comme les collaborateurs des corsaires algériens – ce qui revient à dire de la Sublime Porte –, des réformés béarnais, ou encore des collaborateurs des corsaires

anglais, hollandais ou français, qui sont en train de combattre pour user le pouvoir de la Monarchie espagnole. Cependant, pour le Sultan ottoman, malgré le fait qu'il fasse de grandes démonstrations pour prouver qu'il se charge de leur protection et de leur sauvegarde, les morisques vont être un élément de plus dans sa politique de double-action qui n'a pour autre but que l'extension même de ses états, indépendamment du sort de ces milliers de crypto-musulmans. Pendant le soulèvement des Alpujarras, les chrétiens voient comment des bateaux algériens arrivent sur les côtes de Grenade pour débarquer des armes et des munitions, ainsi que des experts qui aident les insurgés à organiser leurs troupes dans la sierra. Mais cette aide n'est qu'une œuvre de charité, qui ne représente pas un grand coût pour les autorités d'Alger, et donc pour le Sultan d'Istanbul. Quand Sélim II se rend compte que la plus grande partie des armées de Philippe II, ainsi que de ses galères, sont engagées dans la lutte contre les morisques insurgés dans le sud de l'Espagne, il décide d'envahir l'île de Chypre. Sans entrer en discussion sur la nécessité ou non de cette conquête pour les autorités d'Istanbul, ce qui est évident c'est que le Sultan profite des problèmes que rencontre Philippe II dans ses territoires péninsulaires pour entreprendre une action qu'en temps normal il n'aurait pas pu réaliser. Les trêves qu'il signe avec Philippe II à deux occasions, c'est-à-dire après la prise de Chypre et après Lépante, montrent bien qu'il est en train de se désintéresser complètement du sort des morisques. Certes, l'on peut rappeler la correspondance entretenue entre les morisques et les sultans, plusieurs firmans signés et envoyés en Afrique du Nord pour qu'ils soient protégés par les beys d'Alger ou de Tunis, ou encore les décrets promulgués pour que les morisques expulsés puissent s'installer à Van ou à l'est de l'Anatolie, mais cette protection *a posteriori* des morisques ne signifie pas qu'il n'ait pas existé un manque d'intérêt évident envers ce groupe tout au long du XVI<sup>e</sup> siècle.

Pendant les dernières années du règne de Philippe II et au début du règne de Philippe III, surviendra un autre facteur, qui peut expliquer l'augmentation de la tension exercée sur cette minorité et l'aggravation de sa situation. Durant le règne de Mehmed III et d'Ahmed I<sup>er</sup> fut promu au grade de *Kaptan-derya* ou *Kapudan Paşa*, c'est-à-dire amiral en chef de l'armada du Sultan, un renégat d'origine italienne, dénommé Cigala, qui commença à développer une politique très agressive envers Venise et la Méditerranée occidentale. Ledit Cigala descendra plusieurs fois jusqu'aux côtes de Naples et de Sicile, et l'on craignit alors qu'une nouvelle alliance avec la France pût isoler complètement la péninsule Ibérique de ses domaines italiens. La présence, au cœur même des terres de la Monarchie espagnole, d'une communauté suspectée d'être l'alliée de l'ennemi ottoman, va ressusciter toutes les peurs et les craintes des différents vice-rois d'un possible soulèvement des morisques quand ils apercevraient au loin les voiles bâtarde ottomanes. Jusqu'alors, le danger ne venait que des raïs algériens et des différents corsaires et pirates français, bretons, anglais et hollandais qui collaboraient avec la course musulmane, mais les redoutables flottes ottomanes, de l'époque de Kheyr-ed-Din Barberousse, Euch Ali et Piali Paşa, avaient été reléguées au passé, et l'on craignait leur retour. Miguel de Cervantes lui-même, homme très sensible

aux problèmes de la Méditerranée, porte témoignage de cette situation dans la seconde partie du *Don Quichotte* (chap. I) publiée en 1615 :

Ainsi, de sujet en sujet, il [le curé] vint à raconter certaines nouvelles qui étaient venues à la cour. Entre autres choses, il dit que l'on tenait pour certain que le Turc descendait sa puissante flotte, et qu'on ne connaissait ni son dessein, ni où devait fondre un si gros nuage ; que toute la chrétienté en était alarmée et possédée de la crainte que cet infidèle nous donne presque tous les ans ; le curé disait encore que Sa Majesté Catholique avait fait armer les côtes de Naples et de la Sicile, et l'île de Malte. – Sa Majesté, repartit Don Quichotte, a fait ce qu'un prudent guerrier doit faire en pourvoyant de bonne heure à ses États, pour que l'ennemi ne le prenne pas au dépourvu<sup>1</sup>.

Pendant tout le règne de Philippe III, il y a une véritable psychose concernant le danger que représentent les Ottomans et, en général, tous les musulmans. L'avènement au trône de Muley Zidane, après une guerre sanglante contre ses frères à la mort de son père, Ahmed al-Mansur, est également un autre des éléments qui réveille les peurs et les craintes parmi les différents organes du gouvernement de la Monarchie. Le duc de Medina Sidonia écrit des lettres réitérées depuis Sanlúcar de Barrameda sur la situation de danger que représente l'arrivée au pouvoir de cet homme qu'il est impossible de contrôler et qui se montre clairement anti-espagnol et pro-français. Malheureusement pour les morisques, leurs hypothétiques protecteurs et alliés sont en train d'agir de la façon la plus inadéquate à assurer leur permanence sur le sol qui les a vus naître. Les Ottomans reprennent une politique agressive, envoyant leurs puissantes armadas sur les côtes contrôlées à partir de Madrid et de Valladolid, et la frontière du sud est clairement perturbée par l'arrivée d'un homme complètement incontrôlable à l'un des centres de pouvoir de l'actuel royaume du Maroc.

Dans l'analyse de la politique de Philippe III, on continue à commettre une erreur quand on fait un bilan général de ce règne. En général, on a l'habitude de qualifier de *Pax Hispanica* le gouvernement du duc de Lerme et de Philippe III. La signature de la trêve avec la Hollande, reconnaissant *de facto* son indépendance, et le manque d'actions militaires, causé par la recherche de la paix en Europe pour essayer au plan économique de redresser les finances publiques (*Real Hacienda*) largement déficitaires, ont amené à penser que nous sommes face à une génération d'hommes d'État qui recherchent coûte que coûte la paix. Dans ce bilan, on a consciemment et inconsciemment exclu, par manque d'études sur le flanc sud de la Monarchie, toutes les entreprises menées par ce monarque en Méditerranée. Il n'existe aucun règne, à l'époque des Habsbourg, qui ait déployé une politique militaire aussi radicale contre les musulmans que le sien, qui n'a pourtant duré que vingt-trois ans. En plus de l'occupation de Larache et de La Mamora, dans l'Atlantique maghrébin, on attaque à diverses reprises Tunis, Bône, Bougie, Alger, en plus du fait que l'on redynamise une politique navale en vue de reconstruire les flottes que Philippe II avait laissé pourrir. Les vice-rois de Sicile et de Naples

1. Traduction de François de Rosset, revue par Jean Cassou, Paris, Gallimard (Folio Classique), 1949, II<sup>e</sup> partie du *Quichotte*, Chapitre I, p. 18-19.

(particulièrement Lemos et Osuna) construisent leurs propres flottes, en plus de réorganiser celles des territoires qu'ils régissent, pour pratiquer la course jusqu'en Méditerranée orientale et pour combattre les corsaires algériens et tunisiens avec les mêmes armes, tout comme le faisaient au même moment les chevaliers de l'ordre de Malte à partir de leur petite île située aux abords des terres tunisiennes, attaquant les îles grecques ou les villes plus proches de Sousse et Monastir.

En plus de la guerre directe en Méditerranée, Philippe III est en train de mener à bien une politique active d'alliances avec les princes musulmans qui s'affrontaient à la Sublime Porte. Les ambassades que l'on envoie à partir de Malaga et de Palma de Majorque au roi du Cuco et de Lesbos, comme celles qui partent de Lisbonne vers la lointaine Perse, sont une preuve intangible de l'importance que l'on donne pendant ces années-là à la défense de la Monarchie par rapport au péril musulman, qu'il soit ottoman ou maghrébin. Philippe II avait penché pour la trêve avec son adversaire ottoman, en n'incluant pas dans cette paix les corsaires des deux bords qui agissaient en Méditerranée et en Atlantique. Philippe III, au contraire, développera depuis le début de son règne une politique complètement différente. En plus de chercher des alliés pour affaiblir l'ennemi, qu'il considère comme un danger réel, il entreprendra une politique militaire active pour en finir avec l'expansionnisme des Osmanli, politique qui se réalise quand les Ottomans ont cessé d'étendre leurs conquêtes dans cette aire géographique pour résoudre des problèmes internes et externes sur leurs autres frontières. L'attaque de la ville d'Alger en 1601, entreprise qui, pour suivre la tradition espagnole, se solde par un échec cuisant, est un bon exemple des nouvelles lignes de la politique du fils du Roi Prudent. L'augmentation de la tension s'apprécie aussi au travers de l'appui décidé aux insurgés chrétiens qui vivent dans les limites des domaines du sultan d'Istanbul. Pendant les dernières années du *xvi<sup>e</sup>* et au début du *xvii<sup>e</sup>* siècle, un grand nombre de princes européens désirent prendre des terres aux descendants d'Osman et tentent d'appuyer des soulèvements en Dalmatie, en Grèce et dans les îles. Philippe III – bien que derrière cette politique apparaisse clairement le duc de Lerme – envoie de l'argent, des armes et des conseillers militaires à ces rebelles pour qu'ils arrivent à leur indépendance vis-à-vis de l'Empire ottoman, ce qui génère un énorme mal-être dans tout cet espace, affectant également la situation de Raguse et de Venise.

En plus d'une politique d'État, à laquelle nous venons de faire allusion, l'affrontement avec l'islam tout au long de ces années est aussi une entreprise individuelle. En plus des actions menées par les chevaliers de l'ordre de Malte, les vice-rois espagnols de Naples et de Sicile vont permettre, en même temps qu'ils la favorisent, le développement de la course chrétienne contre les intérêts turcs. On armera les pirates uskoks et on leur donnera en règle générale des patentes de course pour qu'ils aillent attaquer l'Archipel et les routes de communication et de commerce de la Sublime Porte, en plus des habituels assauts lancés sur les bateaux qui transportent les pèlerins musulmans désireux de se rendre au moins une fois dans leur vie à La Mecque pour accomplir le précepte du pèlerinage. Ces hommes créeront leur propre flotte pour porter des coups aux intérêts des Turcs, indépendamment des missions qu'ils mènent avec les armadas officielles, ce qui



porte la tension en Méditerranée à un paroxysme inconnu depuis longtemps sur ces eaux-là.

De notre point de vue, les gouvernants de l'époque de Philippe III exagèrent le problème de la dangerosité des musulmans quand ils décrivent le monde méditerranéen avec les mêmes caractéristiques qui existaient vers la moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Grâce aux informations secrètes et aux avisos en provenance du Levant, on sait très bien que la situation économique et militaire de la Sublime Porte était assez fragile, de sorte que mener à bien, pendant ces années-là, une telle entreprise armée n'a pas de sens. Les morisques sont un élément de plus dans ce complexe enchevêtrement de problèmes et, au fil du temps, nous constatons à travers les documents qu'ils se transforment en un danger pour le système de défense que le pouvoir central est en train de mettre en place. Dans les descriptions que l'on fait d'eux, on s'aperçoit qu'à leur propos plus aucune nuance n'est de mise : on n'entrevoit même plus la possibilité de les intégrer à la société vieille-chrétienne, au contraire on les considère comme des musulmans de plus dans le vaste contexte de la Méditerranée, si bien que leur expulsion n'est que logique. Aussi bien dans la décision d'expulsion que dans les entreprises belliqueuses réalisées dans les territoires gouvernés ou dominés par la Sublime Porte, apparaît clairement le désir de regagner honneur et prestige au plan international. Le maintien de l'affrontement avec les ennemis de la foi est une manière de redorer son blason et de montrer au reste des gouvernants européens que la Monarchie Catholique reste une puissance dans la sphère européenne, malgré son recul et sa perte de poids politique dans le nord de l'Europe causés par l'indépendance de la Hollande et l'échec de la libération de l'Irlande du joug anglais.

Le sort de la minorité morisque dans ce contexte international apparaît adverse à un moment où la défense de la foi catholique devient l'étendard que l'on brandit et dont on veut qu'il devienne la devise de la Monarchie. L'expulsion des morisques doit donc être replacée dans le même contexte que d'autres entreprises de conquête effectuées à la même époque, telles que la prise de Larache ou de La Mamora que l'on entreprend pour que les corsaires ne s'installent pas dans leurs rades et empêchent la communication entre la Péninsule, l'archipel des Canaries et les terres américaines. L'expulsion des morisques de la Péninsule, selon ce point de vue, est un rejet de plus des musulmans, par lequel on élimine aussi la plus grande partie des inconvénients : en n'ayant plus à se préoccuper d'un ennemi intérieur en perpétuelle connivence avec les ennemis extérieurs, le territoire gagne en sécurité. Si l'on y réfléchit bien, nous sommes de nouveau en train de souligner qu'il s'agit là d'une politique qui est dans la défensive et qui essaie par tous les moyens de repousser géographiquement les problèmes pour libérer les côtes espagnoles et italiennes du fléau de la guerre ouverte entre la chrétienté et l'islam.

L'évolution du monde méditerranéen dans les années postérieures aux décrets de l'expulsion des morisques a clairement montré que la mesure adoptée par le roi et son favori ne fut en rien une solution aux problèmes de l'époque, et qu'au contraire elle ne fit qu'aggraver la position de l'Espagne dans l'espace méditerranéen. D'un point de vue intérieur, on gagna en réputation, comme le montrent les arcs de triomphe avec lesquels on reçoit Philippe III quand il visite Lisbonne



et que l'on loue au même titre l'expulsion et la prise de La Mamora, bien que ce ne soit qu'une position idéologique et de propagande ne correspondant en rien à la réalité des faits. De toutes les manières, la politique extérieure de Philippe III en Méditerranée fut un élément de plus qui influa sur la décision d'expulsion des morisques, même si, comme c'est le cas des autres facettes du problème, cela n'explique pas, et justifie encore moins, cette mesure prise en 1609.

## Bibliographie

- P. BOYER, «Espagne et Kouko. Les négociations de 1598 et 1610», *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, VIII, 1970, p. 25-40.
- C. W. BRACEWELL, *The Uskoks of Senj. Piracy, Banditry and the Holy War in the Sixteenth-Century Adriatic*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1992.
- M. DE DÁVILA, «Politica exterior del rey Felipe III en Marruecos al iniciar su reinado», *Boletín de la Institución Fernán González*, 177, 1971, p. 775-784.
- M. DE EPALZA, *Los moriscos antes y después de la expulsión*, Madrid, Mapfre, 1992.
- B. GARCÍA GARCÍA, *La Pax Hispanica. La política exterior del duque de Lerma*, Louvain, Leuven University Press, 1996.
- A. C. HESS, «The Battle of Lepanto and its place in Mediterranean history», *Past and Present*, 57, 1972, p. 533-573.
- A. C. HESS, «The Moriscos : An Ottoman Fifth Column in Sixteenth-Century Spain», *American Historical Review*, 74.1, 1968, p. 1-25.
- A. C. HESS, *The forgotten frontier : a history of the sixteenth century Ibero-African frontier*, Chicago, University Press, 1978.
- J. REGLA, *Estudios sobre los moriscos*, Barcelona, Ariel, 1974.
- C. RODRÍGUEZ JOULIÁ SAINT-CYR, *Felipe III y el Rey del Cuco*, Madrid, CSIC, 1953.